Nous ne laisserons pas le maire d'extrême droite s'attaquer à nos libertés syndicales et associatives.

Lors du conseil municipal du 30 avril dernier, le nouveau Maire de Carcassonne a annoncé vouloir mettre fin à la mise à disposition de locaux pour les organisations syndicales qui avaient participé la veille à une manifestation contre l'extrême droite organisée par un collectif de jeunes de Carcassonne (Nous Carcassonne).

Cette décision, qui consiste à vouloir effacer le rôle du syndicalisme dans l'histoire du département et qui intervient après le retrait des subventions de la Ligue des droits de l'Homme et après avoir dénoncé un contrat dont bénéficiait la presse indépendante, est une attaque contre les organisations de la société civile et contre les travailleurs et les travailleuses.

En s'attaquant ainsi aux organisations syndicales, aux associations de défense des droits et des libertés, la mairie RN affiche clairement son ambition, exiger l'allégeance à ses idées au détriment de l'intérêt général, s'en prendre aux droits de toutes et tous et annihiler toute opposition.

Le message, à un an des élections présidentielles est tout aussi *limpide, la* Mairie de Carcassonne sera le laboratoire de la politique antisociale de l'extrême droite, avec une doctrine claire : fort avec les faibles et faible avec les puissants.

D'ailleurs, le maire de Perpignan, et premier vice-président du Rassemblement national (RN), l'a confirmé lors du meeting du RN ce 1er mai à Mâcon en promettant aux 5000 sympathisants réunis « Ce que nous avons commencé [à l'échelon municipal], nous sommes prêts à le faire au plus haut niveau de l'État ».

Dans un contexte d'accroissement des inégalités sociales, nos organisations syndicales et associatives sont les remparts indispensables pour la défense des droits de toutes et tous, dont les droits des travailleurs et travailleuses, des précaires, des privés d'emplois et des retraités.

Affaiblir nos organisations, mettre en œuvre des stratégies pour les faire disparaitre ou tenter de museler leur expression, c'est une attaque directe contre les droits et les libertés, l'État de droit et les fondements de notre démocratie, que nous ne pouvons accepter.

Nos organisations, au niveau national, réaffirment leur total soutien aux organisations locales visées par la politique autoritaire du maire de Carcassonne.

Nous demandons solennellement à Monsieur le Maire, de renoncer au projet concernant les organisations syndicales de l'Aude, de revoir sa position concernant l'hébergement et le subventionnement de la Ligue des Droits de l'Homme.

Marylise LÉON CFDT; **Sophie BINET** CGT; **Laurent ESCURE** UNSA ; **Julie FERRUA** Solidaires ; **Caroline CHEVÉ** FSU ; **Nathalie Téhio** Ligue des Droits de l'Homme.